

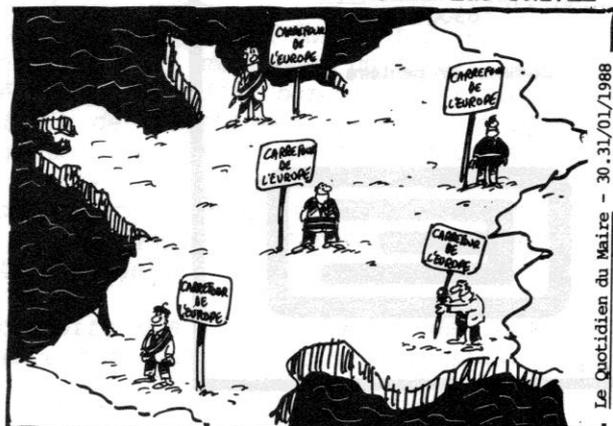
EDITORIAL

Les élections présidentielles sont aujourd'hui au centre de la vie politique en France. On pourrait même dire qu'on assiste à des élections présidentielles permanentes (pas seulement tous les sept ans), tant l'institution du Président élu au suffrage universel direct a pris d'importance. Dans un système politique où le parlement est lié au Président (par la dissolution potentielle) et au gouvernement (par l'article 49.3), il n'existe aucun contrepoids à l'exécutif, ce qui évacue tout vrai débat politique. En cas de cohabitation le Président ne peut prendre de véritable initiative au titre de l'exécutif (malgré la légitimité du suffrage direct), mais son ombre plane, comme la statue du commandeur, sur un gouvernement dans lequel il ne se reconnaît pas, ce qui le freine ou le paralyse. Si le Président dispose d'une majorité au Parlement, il monopolise dans ses mains les pouvoirs exécutif et législatif. C'est l'absolutisme, même pas contrebalancé par les pouvoirs de communautés territoriales plus petites, comme c'est le cas dans les états fédéraux (RFA...), la décentralisation ne s'étant exercée qu'au niveau des départements, entités trop petites et ainsi dépendantes du pouvoir central. Les partis politiques ont un rôle à jouer dans la mesure où ils sont constitutifs d'une majorité présidentielle présente ou à venir ce qui, en soi, limite considérablement leur capacité de critiquer ou d'influencer l'exécutif par l'intermédiaire de leurs représentants au Parlement. En l'absence de structures régionales disposant de pouvoirs réels et d'un véritable Sénat des régions, les députés sont par ailleurs liés à leur circonscription où ils passent beaucoup de temps à recueillir des doléances qu'ils sont sensés pouvoir résoudre à Paris. Dans un tel système, le discours politique du parlementaire devra se situer entre le minimum nécessaire à réunir les suffrages de plus de 50% des Français autour

d'un Président et la compétence technique pour l'implantation de pissotières à Bécon-les-Bruyères. Dans ce contexte on ne peut plus s'étonner de l'absence de débat d'idées. Un sondage que nous avons récemment publié mettait en évidence que 60% des Français étaient favorables à un gouvernement européen responsable devant le parlement européen. Il n'y a pas besoin de regarder à la loupe les programmes des partis politiques ou des candidats à la Présidence pour réaliser sur ce point l'écart entre la classe politique et la volonté populaire. Tout choix dans ce domaine est soigneusement évité pour ne pas courir le risque de diviser la majorité présidentielle potentielle, amalgame regroupant, à droite comme à gauche, des européens convaincus comme des nationalistes farouches. En cette fin de 20ème siècle les Etats européens ont largement démontré leur incapacité à résoudre les problèmes de la politique (la paix, la justice sociale, la protection de l'environnement, le développement du tiers-monde...)

Aussi a-t-on trouvé en France, le moyen pour accrocher l'électeur (malgré sa conscience diffuse de l'incapacité de l'Etat national à régler les vrais problèmes), en transformant le fait électoral et le débat politique en une espèce de jeu télévisé permanent, à rebondissements multiples lors de chaque élection partielle (cantonale, législative...) et dont la finale a lieu tous les sept ans.

Jean-Luc PREVEL



LANCEMENT DE LA CAMPAGNE POUR L'UNION EUROPEENNE

Du 27 au 29 mai 1988 se déroulera à Paris une récolte publique d'adhésions à la Campagne pour la démocratie européenne.

De nombreux militants viendront de toute l'Europe pour aider les fédéralistes de Paris et de l'Ile de France, à tenir des stands dans 2 ou 3 endroits de la ville.

Le vendredi 23 mai aura en outre lieu une table ronde avec la presse sur le thème "1989, le Parlement européen, Assemblée constituante de l'Union européenne".

Enfin, parallèlement, se déroulera toujours à Paris les 28 et 29 mai le Comité fédéral de l'UEF.

Le Comité Rhône-Alpes pour l'Union européenne, demande à ses membres et à tous les lecteurs de Fédéchoses disponibles à ces dates, de prendre tout de suite contact avec lui :

CPUE
26, rue Sala
69002 LYON
Tél . 78.37.14.75

Permanence les lundis de 17h30 à 19h30.

FEDECHOSSES

POUR LE FEDERALISME

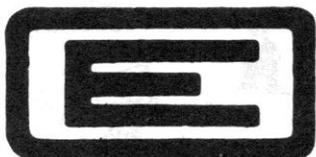
PRESSE FEDERALISTE

26 RUE SALA - 69002
LYON

Directeur de la publication
J.L. PREVEL

Imprimerie BRESSAUD
93, Cours Lafayette
69006 Lyon

Commission paritaire 56256



MANIFESTATION FEDERALISTE A HANOVRE 27-28 JUIN 1988

Préparation de la manifestation de Hanovre, les 27 et 28 juin 1988, à l'occasion de la réunion du Conseil Européen. Grand rassemblement populaire le dimanche 26 juin à 11 heures dans la "Kuppelsaal de Stadthalle" de Hanovre.

Y prendront la parole : Monsieur Enrique Baron CRESPO, Président du Mouvement Européen, Monsieur John PINDER, Président de l'UEF, monsieur Philip JENNINGER, Président du Conseil Allemand du Mouvement Européen, et Monsieur Walter SCHEEL, Président de l'EUD. Ils rappelleront au Conseil Européen les revendications des Fédéralistes et des Citoyens Européens.

Le Président de l'Europa Union (section allemande de l'UEF), Walter SCHEEL, ancien président de la RFA a lancé un appel à toutes les organisations membres du Conseil Allemand du Mouvement Européen et aux partis politiques en vue de soutenir la Campagne pour la Démocratie Européenne. Le chancelier KOHL et le Président du SPD, M.J.VOGEL, ont déclaré dans une lettre leur appui. M. VOGEL a invité tous les membres du Groupe socialiste du Bundestag ainsi que les sections régionales et provinciales à donner leurs signatures pour la campagne.

Belgique

UNE MOTION POUR L'UNION EUROPEENNE AU PARLEMENT

Le Président du Parti socialiste belge, et vice-président de l'Union des partis socialistes de la CEE, Guy SPITAEELS, a récemment présenté au Parlement belge une motion en faveur d'un mandat constituant pour le Parlement européen. Cette motion qui réclame à l'occasion des prochaines élections européennes de juin 1989, une "Assemblée constituante chargée d'élaborer un projet de Constitution européenne" précise en outre que dans le cas où des réticences se manifesteraient dans certains pays, les Etats désireux d'aller de l'avant devraient poursuivre leur chemin "afin que l'aspiration d'une majorité de la population européenne ne soit pas trahie" sans attendre les retardataires.

Le lundi 15 février, c'est à l'invitation du Comité pour l'Union européenne et de la Jeunesse européenne fédéraliste que Virgilio Dastoli est venu à Lyon et a prononcé une importante conférence à la Maison de l'Europe devant une nombreuse assemblée. La presse régionale s'en est très largement fait l'écho, en particulier les quotidiens Le Progrès, Lyon Libération et Lyon Matin comme en attestent les deux articles repris ci-contre.

Le Progrès - 22/02/1988

POLITIQUE

Virgilio Dastoli à Lyon

Le secrétaire de l'Intergroupe fédéraliste au Parlement européen veut mobiliser les Français « pour un vrai pouvoir ».

Invité, tout à la fois, par le « Comité pour l'Union européenne » et par la « Jeunesse européenne fédéraliste », Virgilio Dastoli, secrétaire de l'Intergroupe fédéraliste au Parlement européen, était à Lyon pour mobiliser les Français afin qu'ils mobilisent eux-mêmes leurs députés, notamment les dix qui appartiennent à l'Intergroupe. Pour quoi ? Pour réussir deux opérations à l'occasion des élections européennes de 89 : un référendum auprès des populations pour savoir si elles veulent un « vrai » parlement et un « vrai » gouvernement européen et l'élection d'un parlement qui ait un mandat « constituant » en vue d'un vrai pouvoir européen et d'un vrai parlement.

On le voit : l'ambition est de taille et le délai fort court. D'autant que si d'autres pays ont des intergroupes parlementaires ce n'est pas encore le cas de la France : les fédéralistes européens ont donc — en plus — cet objectif : c'est beaucoup ! Accueilli par Alain Reguillon,

président du Comité pour l'Union européenne et Gilles Gantelet, président de la J.E.F., Virgilio Dastoli a su se montrer convaincant et mobilisateur.

Un optimisme illusoire

Il a d'abord affirmé que l'optimisme affiché après l'accord de Bruxelles était illusoire : selon lui, l'Europe n'a pris aucun des moyens qu'il fallait pour se donner la capacité de réaliser le marché de 92, au contraire, qu'il s'agisse de maîtriser la politique agricole ou qu'il s'agisse de doter l'Europe d'une autonomie financière.

Les Européens avaient, dès la crise des années 70, compris qu'il fallait faire ce que la réunion de Bruxelles a prétendu décider : « Or, en ce qui concerne l'agriculture, les Européens ne se sont donné la possibilité d'intervenir qu'au-delà d'un plafond que toutes les productions excédentaires n'ont encore jamais franchi ! Quant aux res-

Fédéralisme

Le poids des opinions publiques dans la construction de l'Europe

M. Virgilio Dastoli, secrétaire de l'Intergroupe fédéraliste au Parlement européen était hier soir l'invité de la Maison de l'Europe. Devant un auditoire très contrasté, composé de jeunes et de moins jeunes, d'intellectuels et d'hommes politiques, dont le maire du 2^e arrondissement. M. Camille Georges, M. Dastoli a prononcé un vibrant plaidoyer en faveur de l'intégration européenne, et rappelé les termes d'un sondage, publié en décembre 1987, d'après lequel un européen sur deux se prononce en faveur de l'attribution au Parlement européen du pouvoir de voter des lois qui seraient directement applicables dans chaque pays membre.

Dans trois pays (Italie, France et Belgique) la majorité absolue des personnes interrogées se prononce en ce sens : c'est encore la majorité relative dans la plupart des autres pays. En Irlande, partisans et adversaires sont à égalité. Au Royaume-Uni (53 % contre) et au Danemark (67 % contre) la majorité des citoyens se prononce négativement. Quant aux réponses au sujet de la formation d'un gouvernement

européen, elles sont, dans l'ensemble du même ordre. Sur les compétences du gouvernement européen, trois domaines enfin viennent en tête : la sécurité et la défense, la protection de l'environnement, la recherche scientifique et technologique.

La question est maintenant ; comment donner suite sur le plan des structures, même de l'Europe, à l'esprit largement « européen » des opinions publiques concernées ? Va-t-on élire, en 89, un nouveau Parlement de l'Europe dépourvu de tout réel pouvoir ? Ou faut-il au contraire saisir l'occasion des élections pour commencer de mettre en œuvre le projet de traité, adopté en 84, qui porte dans ses termes la création d'une véritable union européenne et d'un gouvernement de l'Europe, notamment compétent pour tous les problèmes ne pouvant être réglés à la seule échelle des Etats isolément ? Le fougueux M. Dastoli suggère pour sa part qu'on fasse confiance au public, en le sollicitant par référendum, sur la question de la construction européenne et l'application des dispositions figurant dans le traité de 1984.

Lyon Matin - 16/02/1988

sources propres, leur système de calcul les condamne à disparaître dans le gouffre de la politique agricole ! ».

Il n'y a donc plus rien à attendre — selon Virgilio Dastoli — des méthodes et des structures actuelles : « Seul un véritable pouvoir parlementaire permettra de sortir de cette série d'échecs — Londres et La Haye en 86, Copenhague en 87 — sinon jamais il n'y aura de 92 : les gouvernements nationaux — qui ne visent que leur intérêt (on l'a vu avec Mme Thatcher) — en sont actuellement tout à fait incapables ».

Virgilio Dastoli en est d'autant plus convaincu qu'un sondage réalisé par l'Intergroupe en novembre 1987 a établi que 60 % des Français sont pour un gouvernement européen et que 69 % souhaitent que le Parlement européen reçoive, en 1989, mandat de rédiger le traité consécutif d'une véritable union politique européenne.

PAUL GRAVILLON ■

L'escargot contre les dragons

par LIONEL STOLERU (*)

NI les perspectives économiques de l'OCDE de décembre 1987 ni les scénarios de l'IPECODE de janvier 1988 ne sont rassérénants pour la France. L'OCDE, qui note une performance « mitigée » de la France en 1987, insiste sur « l'ampleur des pertes de parts de marché, alors même que la compétitivité-prix tend à se rétablir » et prévoit un « ralentissement économique marqué jusqu'au premier semestre 1989 », avec une hausse sensible du chômage.

L'IPECODE prévoit aussi un retour à une croissance de 1 % (contre 1,7 % en 1987 et 2 % en 1986) pouvant même tomber à 0,6 % si le dollar continue à baisser et si les taux d'intérêt restent élevés. Les autres organismes de prévision (BIPE, GAMA, OFCE, COE) ont des prévisions de croissance de 1 à 1,5 %.

Pour moi, la morale de ces pronostics n'est ni dans l'autosatisfaction électorale ni dans le pessimisme du déclin ; elle est dans une priorité économique de plus en plus évidente : la France n'a qu'une issue : *cesser de faire cocorico et jouer à fond la carte européenne*. Seule l'Europe peut nous sortir de nos perspectives médiocres pour nous donner nos pleines capacités de réussir.

Quatre exemples

Mais, dira-t-on, c'est là une banalité, puisque tout le monde est d'accord là-dessus. Non. Il n'y a accord qu'au niveau du discours, mais, dans les faits, la France ne fait pas ce qu'elle doit pour construire l'Europe. J'en donnerai quatre exemples :

● **La monnaie** : notre discours réclame une monnaie européenne mais nos actes s'y accordent peu. De 1981 à 1986, les socialistes n'ont pas cessé de dévaluer le franc. Depuis 1986, la majorité a arrêté cette hémorragie, mais n'a pu mettre en chantier les réformes nécessaires : le statut de la Banque de France n'a pas été changé, ce qui interdit tout espoir de créer une banque centrale européenne ; le taux d'inflation n'a pu rejoindre le taux allemand ; nous avons refusé, à Nyborg, d'abdiquer notre souveraineté sur les taux d'intérêt, pour renforcer le système monétaire européen.

Toutes ces décisions ou ces absences de décision montrent bien nos réticences pratiques à remettre certains de nos pouvoirs au niveau européen. Les réalités se chargent souvent de nous le faire sentir : le 10 septembre 1987 à Nyborg, en toute sérénité, les pays membres refusent de coordonner leurs taux d'intérêt. Un mois plus tard, le krach boursier survient, s'étend aux monnaies et, un vendredi, en catastrophe, la France et l'Allemagne décident de modifier leurs taux d'intérêt : 0,5 point de moins en Allemagne, 0,75 point de plus en France. Était-il impensable d'accepter à froid à Nyborg ce que l'on a finalement accepté à chaud, sous la pression des événements ?

● **Le Marché unique 1992** : l'unification du marché implique une harmonisation de la TVA, sous une forme ou sous une autre. Il est impossible à la France de faire tout le chemin pour baisser sa TVA si les pays à TVA faible ne vont pas à sa rencontre. Or l'Allemagne travaille sur une réforme fiscale 1988-1990 où elle baisse les charges des entreprises sans augmenter la TVA. Comment construire l'Europe si, à un moment où notre déficit avec l'Allemagne est tragique, nous devons détériorer la compétitivité de nos entreprises par la TVA alors que l'Allemagne fait l'inverse ?

● **Le budget** : l'échec de Copenhague et la renégociation de février 1988 montrent que l'Europe achoppe sur son budget et que ce budget est lui-même dominé par les dépenses agricoles. Peut-on accepter longtemps que l'Europe soit immobilisée par ses contradictions agricoles, alors que l'agriculture ne représente que 10 % de l'activité européenne ?

● **La volonté politique** : rien n'est plus tentant pour un chef d'Etat ou un ministre que d'aller à Washington discuter avec les Etats-Unis et le Japon. Ainsi voit-on le G-5 ou le G-7 essayer de se réunir sur la baisse du dollar, la Bourse ou tout autre problème mondial. Mais ces réunions sont celles du cheval et de l'alouette : quand les choses deviennent sérieuses, Etats-Unis et Japon discutent tout seuls, par-dessus l'Europe. Ou, pis encore, Etats-Unis et Japon discutent avec le seul autre pays « sérieux » : l'Allemagne.

Au bout des possibilités

On rêve du jour, où, invité à Washington pour une réunion internationale, notre ministre des finances répondrait : « Non, merci, c'est inutile, mes collègues et moi avons chargé M. Untel de parler au nom de l'Europe, en notre nom commun. »

Si l'on additionne ces quatre exemples, et bien d'autres, on

arrive vite à une conclusion évidente : la construction européenne est parvenue au bout de ses possibilités « techniques ». Seul un progrès politique peut permettre d'avancer, et ce progrès implique un transfert d'une part de souveraineté nationale au niveau européen.

Cet acte politique, je le dis avec force, *seule la France en est capable*. Des « grands » pays membres, l'Italie n'a pas le poids politique nécessaire, l'Angleterre n'a pas la volonté politique appropriée, l'Allemagne n'a pas la capacité politique suffisante.

L'Italie, dont les succès économiques actuels sont remarquables, est peut-être le plus européen des « grands pays », et on la trouve toujours prête à soutenir les avancées institutionnelles de l'Europe. Mais la relative faiblesse de ses institutions politiques ne lui permet pas de les initier.

L'Angleterre, dont l'adhésion à l'Europe est à mon avis irréversible, garde trop de liens atlantiques avec les Etats-Unis, avec le Commonwealth, pour avoir les coudees franches en Europe : on le voit avec la monnaie, où la livre sterling continue à faire cavalier seul. Je ne crois pas que l'Angleterre soit ce « frein » à l'Europe que l'on dénonce, mais ce ne peut en être le moteur.

L'Allemagne, dont le poids économique est déterminant, est plus que jamais tiraillée entre l'Est et l'Ouest, entre deux choix contradictoires : faire l'Europe ou faire l'Allemagne. Le nouveau style Gorbatchev a certainement pour effet d'infléchir vers l'Est la politique allemande, si la CEE ne sait pas lui proposer une alternative attrayante.

La France, elle, est aujourd'hui 100 % européenne et n'a aucune alternative ni à l'Est ni à l'Ouest. L'UDF d'abord, le RPR ensuite, le PS enfin depuis le choix historique de juin 1982 de changer de politique plutôt que de sortir de l'Europe, sont européens, et ils représentent la totalité des forces vives de notre pays. Sur une assise politique aussi solide, il est incompréhensible que nos propositions soient timorées.

Dans le débat social sur les avantages acquis et les rigidités, tout le monde a bien compris que, aujourd'hui, trop de protection tue la protection, trop de sécurité tue la sécurité. Dans le débat politique, ne peut-on convaincre, de même, que trop de souveraineté

nationale tue la souveraineté nationale, que mieux vaut avoir une influence partielle sur un avenir européen florissant que d'avoir la maîtrise d'un avenir national rétréci ?

Aujourd'hui, le décalage est net, en France, entre la génération aux commandes, celle des adultes, qui garde une attitude frileuse vis-à-vis de l'Europe, et la génération des jeunes, qui se sent totalement européenne, sans complexe, sans état d'âme, sans déchirement schizophrénique entre l'appartenance nationale et l'appartenance européenne.

Etre bon Européen et bon Français, c'est possible. Etre bon Européen parce que bon Français, c'est nécessaire. Commentant le krach boursier, Jacques Delors disait récemment : « *A économie mondiale, gouvernement mondial* ». Cette vérité de bon sens montre le décalage fantastique qui existe entre une interdépendance galopante des marchés et le cheminement d'escargot de la construction européenne et de la concertation mondiale.

Comme des sangsues

A dire vrai, lorsqu'on regarde la réalité récente, on s'aperçoit même d'un phénomène encore peu sensible : c'est aujourd'hui le marché qui commande à l'Etat. C'est évident dans le domaine financier : les euromarchés dominent les marchés nationaux, les sucent et les aspirent comme des sangsues, au point que les Etats sont obligés partout de déréglementer leurs marchés nationaux pour éviter de les voir se vider. Il en est de même du Big Bang et des réformes boursières, qui ne font qu'entériner les lois du marché mondial.

C'est aussi évident dans le domaine industriel : les privatisations ne sont pas une revanche de la droite sur la gauche. Elles sont la conséquence obligatoire du commerce mondial, qui exige des entreprises plus internationales, donc moins nationales, donc moins nationalisées. Aussi le mouvement de privatisation est-il mondial : l'Angleterre a commencé, la France suit, ainsi que

l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Japon.

On feint de croire que le monde est désormais saisi d'une idéologie libérale qui a porté au pouvoir les gouvernements de droite : Ronald Reagan, Margaret Thatcher, Helmut Kohl, Jacques Chirac. Quelle erreur ! Ce sont les réalités mondiales qui imposent des politiques libérales. Le libéralisme actuel est un libéralisme subi et non un libéralisme voulu.

Si nous ne voulons pas jouer à l'apprenti sorcier, il est donc urgent que nous contrôlions la machine : un pouvoir politique européen et une coordination mondiale en sont les points de passage obligés. Et la coordination mondiale ne peut s'exercer efficacement ni au niveau de 150 pays de l'ONU ni au niveau de cinq ou sept pays riches.

Un gouvernement mondial

Il faut un « gouvernement mondial » formé des représentants des huit à dix grandes zones mondiales : Etats-Unis, Europe, Japon, OPEP, Pacte Andin, OUA-ASEAN. Nouveaux pays industrialisés, etc. Les organisations régionales existent, mais il manque une structure mondiale de représentation de ces zones.

Descartes, c'est la France, écrit André Glücksmann. Peut-être. Mais le monde actuel, ce n'est plus Descartes. Il n'est plus possible de diviser l'économie mondiale pour en résoudre séparément les problèmes : le déséquilibre Etats-Unis-Japon touche au dollar, qui touche à la dette des pays latino-américains, qui touche au développement du tiers-monde, etc.

Le monde d'aujourd'hui est plus « kissingérien » que cartésien : c'est une démarche de petits pas vers la solution du problème mondial qui, seule, peut permettre de progresser. C'est pourquoi une structure de décision mondiale est indispensable ; c'est pourquoi un pouvoir politique européen est urgent.

1988 est, paraît-il, l'année du Dragon. Ce n'est pas en faisant cocorico que le coq gaulois triomphera du dragon, c'est en unissant ses forces à celles de ses partenaires européens et en œuvrant sans relâche à une mobilisation mondiale contre les dragons qui, c'est bien vrai, menacent notre système économique international.

LIONEL STOLERU.

(*) Ancien secrétaire d'Etat.

Le Monde - 2/02/1988

SONDAGE

Dans notre dernier numéro nous avons publié un sondage réalisé pour le compte du Parlement européen. Le Figaro devait diffuser ce sondage pour la France et nous avons reproduit les 4 tableaux qu'il avait publiés. Aussi c'est avec stupeur que nous avons réalisé, en lisant la presse italienne que Le Figaro avait

omis de publier un cinquième tableau sur une question fondamentale concernant le processus de réalisation à court terme de l'Union européenne. Cette omission fut-elle involontaire ou de propos délibéré ? Nous ne ferons pas au Figaro un procès d'intention, nous nous contenterons de réparer cet oubli.

UN MANDAT DONNE AU PARLEMENT EUROPEEN DE 1989 POUR QU'IL PREPARE LE PROJET DE CONSTITUTION EUROPEENNE/

	B	DK	D	GR	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	CE12
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
D'accord/Agree	61	20	58	38	51	69	41	76	67	56	50	45	58
Pas d'accord/Disagree	6	52	19	15	7	6	15	4	6	13	5	26	14
?	33	28	23	47	42	25	44	20	27	31	45	29	28
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

RFA

LES PARLEMENTAIRES EUROPEENS DU SPD ADHERENT A LA CAMPAGNE POUR LA DEMOCRATIE EUROPEENNE

L'organe de presse du parti social-démocrate allemand "Europa" a récemment annoncé la nouvelle de l'adhésion des parlementaires européens de ce parti à la Campagne pour la démocratie européenne lancée par l'UEF en publiant dans sa totalité le texte de l'appel adressé par l'Europa Union à Messieurs Philip JENNINGER, président du Bundestag, et Jacques CHABAN DELMAS, président de l'Assemblée Nationale.

LES CATHOLIQUES ALLEMANDS POUR UNE CONSTITUTION EUROPEENNE

Dans une déclaration récente des catholiques allemands l'on peut lire : "le Parlement européen a élaboré, depuis déjà trois ans, un projet de Traité pour l'Union européenne. Nous estimons indispensable que soit élaborée, sur cette base, une Constitution qui devrait entrer en vigueur au plus vite... Tout cela doit finalement prendre forme et devenir une priorité pour les parlements et les gouvernements des Etats membres de la CEE. Les temps sont mûrs pour cette décision !"

LES CONDITIONS POLITIQUES DE L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE

Depuis quelque temps, en apparence contradictions avec son incapacité croissante à "prendre des décisions", la Communauté exerce une forte attraction sur ses voisins. Il est connu que la demande d'adhésion de la Turquie a déjà été présentée. Les démarches du Maroc dans le même sens ont été rendues publiques. Il y a un net réveil de l'intérêt de la Norvège pour la Communauté et il y a des marques d'intérêt croissant dans des pays dans lesquels le problème de l'adhésion à la Communauté n'avait jamais été posé, comme l'Autriche, la Suède et même la Suisse. Dans la même perspective - même si les objectifs sont différents - il faut observer le processus de rapprochement du Comecon à l'égard de la Communauté ainsi que l'attention que lui manifeste Gorbatchev. Ces tendances sont significatives. Dans un monde où l'interdépendance des rapports entre les hommes se développe à un rythme qu'on ne peut arrêter, l'isolement à l'intérieur des frontières nationales est perçu par un nombre croissant de pays comme insoutenable. Il devient de plus en plus évident pour tous que pour rester dans la course de son époque - ou pour rattraper son retard à l'égard des pays les plus avancés - il est nécessaire d'insérer son pays dans de vastes espaces politiques et économiques. En conséquence quand un pôle d'agrégation de grande dimension comme la Communauté semble prendre de la consistance il exerce une forte attraction sur les pays qui par leur position géographique et la nature de leurs intérêts économiques voient en lui un point de référence.

Aucun bon européen ne pourrait juger comme moralement acceptable une attitude de refus a priori de la part de la Communauté aux demandes d'adhésion de nouveaux Etats. Dans une époque où l'ensemble des problèmes les plus importants prennent une dimension mondiale, tandis que leur solution est empêchée par la permanence des souverainetés absolues des Etats, l'Europe peut présenter au monde le modèle d'un organisme politique dynamique, ouvert, capable d'intégrer toujours de nouvelles énergies et de répondre à des défis toujours renouvelés. Se fermer sur elle-même serait pour la Communauté trahir sa propre vocation. En particulier un refus opposé à la Turquie et au Maroc aurait la signification incontestable de laisser derrière la porte deux pays à bas niveau de développement économique, au mépris de tous les discours sur la nécessité de mettre en place un Plan Marshall européen pour le tiers-monde. La Communauté donnerait ainsi d'elle-même une image peu attrayante comme celle d'un club de pays riches ou à tout le moins en voie d'enrichissement, préoccupé avant tout de ne pas partager sa richesse avec d'autres.

Mais face à ces considérations, il faut en faire d'autres tout aussi incontestables. C'est un fait, qu'étant donné le mécanisme décisionnel actuel de la Communauté, tout élargissement à de nouveaux membres apporterait un alourdissement de ce même processus. L'histoire des élargissements successifs de la Communauté du groupe initial des six, à neuf, ensuite à dix et enfin à douze membres a été l'histoire de la paralysie progressive de ses institutions. L'arrivée de deux autres partenaires tels que la Turquie et le Maroc, avec des structures économiques et politiques profondément différentes de celles des autres membres et une charge énorme de problèmes irrésolus, mènerait le mécanisme décisionnel intergouvernemental très faible de la Communauté à la paralysie complète.

On doit donc en tirer la conclusion que la Communauté avec sa structure actuelle, doit, si elle veut survivre être fermée et réactionnaire. La priorité absolue - pour sortir de cette contradiction - est donc une transformation radicale de sa structure présente, dont le pilier serait la création d'un gouvernement responsable face au Parlement et disposant d'une monnaie unique et d'un budget de dimension adéquate. Une Union européenne créée sur cette base n'aurait aucun motif pour refuser l'entrée à qui désirerait adhérer. C'est pourquoi l'attraction exercée aujourd'hui par la Communauté vis à vis de l'extérieur se transforme en un acte permanent d'accusation contre l'inertie de ses gouvernements et même du Parlement européen face au grand thème de la réforme institutionnelle.

Il est incontestable que, les choses étant ce qu'elles sont, il est impossible d'admettre dans la Communauté la Turquie et le Maroc, comme il serait gravement

dangereux d'admettre la Norvège, si le problème se reposait dans l'avenir. Mais les perspectives changeraient radicalement si un processus de transformation institutionnelle de la Communauté dans un sens démocratique et supranational était en cours. Dans ce cas il s'agirait seulement d'inviter les pays qui frappent à la porte à attendre que ce processus soit accompli, de façon que leur entrée devienne un facteur de renforcement et non d'affaiblissement ou de dissolution de ce qui existe d'unitaire en Europe. La force d'aggrégation de l'Europe s'accroîtrait alors d'une façon décisive. L'exemple européen favoriserait dans le reste du monde la naissance de nombreux pôles d'attraction. Il deviendrait clair pour tous que la signification historique de l'Union européenne apparaîtrait alors clairement comme un premier pas vers un gouvernement fédéral mondial.

Tiré de l'Unita Europea octobre 1987
Traduit de l'italien par Silvia Micciarelli

LES VICISSITUDES DE L'UNESCO

Les vicissitudes de l'UNESCO, qui ont conduit à l'élection à la charge de directeur général de l'espagnol Mayor à la place du très contesté sénégalais M'Bow, ont mis en évidence la gravité des contradictions de fond qui pervertissent le fonctionnement de l'ONU et des organisations qui gravitent autour d'elle.

On sait que la survie même de l'UNESCO, tout au moins sous la forme qu'elle a eue jusqu'à ce jour, est actuellement remise en cause en raison du retrait des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Ce retrait a été justifié par le fait que ces pays fournissaient une part relativement élevée des ressources financières nécessaires au fonctionnement de l'organisation, sans pourtant jouir d'un poids politique proportionnel à leurs charges financières et se voyaient contraints de subir une politique - dont Monsieur M'Bow était le symbole - utilisant les ressources qu'ils fournissaient pour mener une propagande tiers-mondiste et anti-occidentale.

De toute évidence, si l'on s'en tient à la logique traditionnelle de la raison d'Etat, l'argument est en soi inattaquable. En politique - et a fortiori en politique internationale - on ne donne rien pour rien. La prise de responsabilité correspond à l'exercice du pouvoir et on ne peut demander à un gouvernement de s'engager dans des dépenses considérables pour financer une politique qui va à l'encontre de ses intérêts. Le statut de l'UNESCO, qui attribue à chaque Etat une voix, quels que soient ses dimensions et son degré de développement, ne respecte pas cette réalité d'autant qu'il ne prévoit pas même un organisme tel que le Conseil de sécurité de l'ONU, dont les membres ont la garantie du droit de veto. C'est là un fait dont il faut tenir compte.

En revanche, il est indubitable que l'ONU - ainsi que les autres organisations créées dans son orbite - n'a pas été conçue par ceux qui ont été à l'origine de sa création comme une structure dont la tâche serait exclusivement de refléter les rapports de force entre les Etats. Pour cet usage, la diplomatie traditionnelle suffit amplement. Si l'ONU - et les organisations qui lui sont liées - possède un sens, ce n'est qu'en ce qu'elle constitue un embryon et un espoir de gouvernement mondial : un espoir que les événements du Golfe, par une impressionnante accélération de l'histoire, sont en train de transformer, de rêve peu partagé, en une exigence vitale unanime ; d'autant que l'attitude de Gorbatchev tend à entretenir cet espoir. Dans ce cadre, il est tout aussi insensé de prétendre continuer à n'attribuer à l'ONU que la seule tâche d'enregistrer les rapports de force au niveau mondial, que d'espérer qu'elle assume la fonction de gouvernement mondial tout en conservant sa structure actuelle.

Pour que cela se produise, il est nécessaire que l'Organisation des nations unies ne soit plus seulement une conférence permanente d'Etats souverains, mais

devienne l'expression démocratique des peuples du monde. Il s'agit d'un objectif qui n'est ni aisé, ni proche. Mais, il est essentiel de prendre conscience du fait que nous sommes entrés dans une phase historique où l'on voit se multiplier les signes indiquant que le problème du gouvernement mondial - alors que jusqu'à ces dernières années, il n'avait été qu'une simple vue de l'esprit - est en train de se transformer en un problème politique dont on ne pourra plus se défaire et qui orientera par sa présence même les attentes des hommes et le cours des événements.

Au cours de cette phase de transition, de lieu de confrontation du pouvoir, l'ONU pourrait petit à petit se transformer en un lieu de coopération entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Cela provoquerait l'inversion définitive de la course au réarmement et rendrait possible la mise en vigueur d'un vaste programme de développement du tiers-monde. Mais, on peut difficilement imaginer de parvenir à ce but tant que la logique compétitive de l'équilibre bipolaire - où chacune des positions conquises par l'une des superpuissances est automatiquement perdue par l'autre - n'aura pas été définitivement dépassée grâce à la création progressive d'un équilibre multipolaire, dans lequel le jeu des alliances remplacerait la course aux armements, à titre de garantie de la sécurité, et rendrait possible l'instauration d'un climat de confiance tel qu'il soit la base de la coopération.

Il est temps que les fédéralistes européens prennent l'habitude de voir leur bataille comme partie intégrante de la tendance à l'unification mondiale. Le passage de l'équilibre bipolaire à l'équilibre multipolaire a comme première étape obligatoire l'unification politique de l'Europe. Ce n'est que dans cette perspective - et certes pas dans celle de la résolution de problèmes sectoriels et d'intérêt exclusivement régional - que nous pourrons donner à notre engagement son sens véritable, rendre clairement visible ses liens irréfutables avec le problème de la paix et mobiliser les énergies morales dans lesquelles nous ne pourrons réaliser nos objectifs.

Tiré de *l'Unita Europea* octobre 1987
traduit de l'italien par Anna Fiorini

ABONNEMENT

NOM Prénom

Adresse

NORMAL : 30 F SOUTIEN : 50 F MÉRITANT : 250 F

- Chèque à l'ordre de « Presse Fédéraliste »

- C.C.P. 2490 82 P LYON. (nos supplémentaires sur simple demande)

Ce journal vous a intéressé - SOUTENEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS

FÉDÉCHOSSES - POUR LE FÉDÉRALISME
26, Rue Sala - 69 002 LYON

**DISPENSÉ
DE TIMBRAGE**

**LYON - PERRACHE
ROUTAGE 206**